
Les dynamiques et les processus de changement dans l'Amazonie péruvienne : apprendre des peuples Kechwa–Lamas

Le gouvernement affirme que l'agriculture à petite échelle cause la déforestation. Mais cette position ignore les politiques du gouvernement qui encouragent les changements dans l'utilisation de la terre et les marchés destructifs (palmier à huile, séquestration du carbone, etc.) ainsi que l'exclusion des peuples autochtones avec la création des réserves.

Le Pérou est le septième pays au monde au chapitre des superficies boisées. Son déboisement a commencé plus tard qu'au Brésil et les taux de perte de forêts ont été relativement bas. L'expansion de l'État vers l'Amazonie a commencé dans les années 1980 avec des projets de colonisation subventionnés. Durant le gouvernement néolibéral de Fujimori (1990-2001), le développement des routes a ouvert l'Amazonie encore plus et attiré une migration massive de populations andines. De plus, plusieurs projets à grande échelle d'extraction de minerais, de pétrole et de gaz naturel ont été lancés.

Le gouvernement péruvien affirme que l'agriculture à petite échelle ou « migratoire » cause 90 % de la déforestation. Mais cette assertion comporte des faiblesses méthodologiques et conceptuelles. En premier lieu, la majorité des données sur la déforestation au Pérou ont été compilées au plan national par télédétection (par satellite) et les données régionales sont basées sur les opinions recueillies de fonctionnaires gouvernementaux et d'employés d'ONG. Ces opinions ont reflété la version officielle et sont dépourvues de preuves empiriques ou d'une analyse des facteurs qui déterminent les changements dans l'utilisation des sols.

Deuxièmement, le terme « agriculture migratoire » est imprécis et regroupe deux processus distincts d'utilisation des forêts. Le premier est celui des systèmes de culture sur brûlis pratiqués par des groupes autochtones et des métis ou riverains qui, en général, ne mènent pas à la conversion permanente de la forêt en terres agricoles. Le deuxième processus est le déboisement complet de la forêt pour l'agriculture que pratiquent en grande partie les migrants. La distinction entre les deux processus, les acteurs impliqués, leurs motivations et leurs effets est importante pour mieux comprendre les facteurs qui causent la déforestation et déterminer quelles réponses pourraient être appropriées. **Blâmer la petite agriculture comme la principale cause de la perte des forêts nie le rôle des politiques et des programmes agricoles du gouvernement dans les changements d'utilisation de la terre. Cela ignore également l'autorité du gouvernement en ce qui concerne les droits d'accès, d'utilisation et de contrôle de la terre.**

La conservation et l'agro-industrie : deux facteurs de spoliation

La région de San Martín, dans l'Amazonie péruvienne, était relativement inaccessible jusqu'aux années 1960 lorsque l'on inaugura la route principale Fernando Belaunde Terry. Dans les années 1980, la coca est devenue une importante culture commerciale qui a attiré une migration massive et causé une transformation du paysage avec le défrichage des forêts et un « boom » économique. La production de coca combinée aux activités de deux groupes de guérillas (le Mouvement révolutionnaire Túpac Amaru et le Sentier lumineux) causa l'instabilité et un niveau

élevé de violence. Cela entraîna une forte présence militaire qui a ralenti la division des terres en lots individuels et commerciaux. Après 1995, avec la réduction de la présence militaire, la déforestation augmenta. **On estime qu'en l'an 2000, 30 % du territoire régional avait déjà été déboisé.** Cela coïncida avec le processus de décentralisation de 2002, lorsque le gouvernement régional est devenu responsable du développement économique et des ressources forestières.

On s'attendait à ce que les gouvernements régionaux soient en mesure d'exercer une gouvernance plus efficace et durable, de renforcer de plus en plus la démocratie, en incluant la population locale dans les processus décisionnels, et d'améliorer les services publics fournis aux citoyennes et citoyens. Cependant, le Parti de la Nouvelle Amazonie, qui a dirigé le gouvernement régional de 2007 à 2015, a développé **une vision de production agricole intensive combinée à la « conservation » et au développement écotouristique**, et a promu San Martín comme la « Région verte. » D'importants investissements ont été entrepris en infrastructures, la production de café et de cacao a augmenté et **des terres ont été cédées pour les plantations agroindustrielles de jatropha et de palmier à huile.**

Par ailleurs, 70 % du territoire de la région de San Martín a été réservé pour la « conservation » avec très peu de consultations de la population. À ce jour, 1,34 million d'hectares ont été délimités sur l'objectif de 2,5 millions d'hectares établi par le programme national de conservation forestière pour l'atténuation des changements climatiques. Le but poursuivi est de **contrôler l'accès et l'utilisation des forêts.** L'aire de conservation régionale (ACR) Cordillera-Escalera et les zones de conservation et de récupération d'écosystèmes (ZoCREs) chevauchent dans une large mesure des territoires autochtones et jusqu'à maintenant, le gouvernement régional n'a pas abordé la question des droits des communautés autochtones protégés par la loi.

La conservation et les cultures pérennes, c'est-à-dire les cultures ayant une vie longue ou permanente, ont été considérées jusqu'à maintenant comme la réponse régionale à la déforestation. Cependant, les actions du gouvernement de San Martín pour délimiter et **confiner les forêts selon des plans de conservation constituent une menace existentielle pour l'accès et l'utilisation des forêts des communautés Kechwa-Lamas.** D'autre part, l'appui accordé à **l'agriculture commerciale pérenne est devenu un stimulateur de la déforestation.**

Les paysans migrants viennent occuper des aires de forêt défrichées pour la production de cultures commerciales (le café et le cacao par exemple) dans des zones que les communautés Kechwa-Lamas considèrent comme leur territoire coutumier. **Les plantations commerciales deviennent également une menace toujours plus sérieuse.** Les communautés établies dans des zones reculées, loin à l'intérieur des forêts, patrouillent constamment dans leurs territoires pour maintenir les migrants éloignés.

Un point est clair. Lorsque la distance augmente entre les aires forestières et les communautés, la taille moyenne des fermes diminue, les pratiques culturelles changent vers des cultures pérennes, comme le cacao, et l'exploitation des forêts diminue aussi. Par contre, lorsque les forêts sont facilement accessibles, elles sont intégrées aux activités de subsistance et deviennent une source importante d'aliments (plantes et animaux). Là où il n'y a pas de forêt à proximité, l'utilisation de la forêt peut être limitée à la chasse occasionnelle dans une forêt lointaine.

Ainsi, on observe aujourd'hui trois dynamiques qui influent sur les territoires de forêt dans San Martín. Premièrement, la population autochtone, majoritairement des Kechwa-Lamas, qui revendique ses territoires coutumiers ; deuxièmement, les populations migrantes, qui constitue la principale cause de la déforestation ; et troisièmement, l'expansion des cultures commerciales pérennes et des

aires de conservation qui lie les deux premières. **Ces dynamiques ont de leur côté occulté le potentiel des systèmes agricoles locaux à promouvoir des moyens de subsistance bénéfiques** et durables, ainsi que celui des forêts secondaires diversifiées (forêts régénérées naturellement) qui pourraient s'avérer les meilleures protections pour la forêt indigène.

La propriété de la terre et l'utilisation des forêts

Selon la loi sur les communautés autochtones, le peuple Kechwa-Lamas peut revendiquer des droits d'usage de leurs forêts, même si l'État a révoqué leurs droits de propriété de leurs forêts coutumières, une décision qui continue d'être fortement contestée. Il n'y a pas de données sur l'importance des revendications, mais selon une source informelle, quarante-deux villages réclament plus de 120 000 hectares de terres à l'intérieur de l'ACR Cordillera-Escalera. Les superficies de forêt que les peuples ont revendiquées varient de 120 à 50 000 hectares. La communauté de Yuri Lamas, une des rares communautés à avoir réussi à obtenir le titre de propriété sur un territoire forestier, possède 31 000 hectares à l'intérieur de l'ACR. Cependant, le gouvernement régional tarde à traiter ces demandes en alléguant qu'il ne se conforme pas à la loi non pas pour des raisons politiques, mais bien à cause de contraintes budgétaires et techniques et de la difficulté à voyager à des zones éloignées pour effectuer les mesures requises.

L'accès très limité à leurs droits à la terre pousse les communautés à chercher d'autres formes de titre de propriété, comme les concessions. Mais celles-ci sont très différentes. Le *titre* reconnaît des droits d'utilisation à perpétuité, en respectant dans une grande mesure les pratiques coutumières, mais avec quelques restrictions. **L'approche concession, de son côté, encourage les activités de conservation mises en œuvre à travers l'appui technique d'organismes d'intervention**, à l'aide d'experts, de techniciens, de technologies et de règlements pour former les habitants dans la gestion et la préservation des forêts selon des protocoles et des normes spécifiques. Les concessions comportent aussi **une réduction des droits territoriaux, l'utilisation régulée des terres ancestrales et des accords de concession limités dans le temps sans garanties de prolongement.**

Ainsi, les options des Kechwa-Lamas pour maintenir le contrôle sur leurs territoires traditionnels peuvent être de plus en plus liées au besoin d'agir en tant que « conservateurs » ou « Autochtones écologiques. » Mais on observe aussi des signes que **la nouvelle gouvernance des forêts favorise une utilisation plus commerciale des terres afin de satisfaire les marchés mondiaux et « verts » en pleine expansion (par exemple, l'huile de palme et la séquestration du carbone).**

L'expansion des cultures pérennes protège-t-elle les forêts ?

Les plans de développement régional ont toujours mis l'accent sur la production agricole. **L'approche axée sur les cultures pérennes (principalement le café, le cacao et le palmier à huile) est souvent présentée comme une expansion plus respectueuse de l'environnement que les cultures annuelles et une mesure pour enrayer l'expansion de l'agriculture sur brûlis**, et ainsi réduire le besoin de défricher de nouvelles terres.

Les cultures commerciales permanentes ont augmenté dans les communautés Kechwa-Lamas. Les agriculteurs ont accru la production de café et surtout de cacao. Cependant, **nulle part dans ces communautés les plantations de cacao et de café ne remplacent les champs d'agriculture sur brûlis.** Ces derniers, avec des cultures comestibles, peuvent être combinés aux cultures pérennes pendant que s'établit le couvert d'ombre, mais les deux utilisations de la terre jouent des rôles fondamentalement différents.

Existe-t-il de nouvelles manières de considérer et de gérer les forêts amazoniennes ?

Les approches de subsistance dans les forêts de San Martín ont évolué depuis 20 ans vers des systèmes agroforestiers et un intérêt croissant pour les produits non forestiers. Le gouvernement régional et les universités locales ont encouragé ces « nouvelles approches » basées sur la science (cartographie, paquets de gestion des sols et de cultures pérennes). Les services écosystémiques et environnementaux constituent la plus récente nouveauté. Le développement des programmes de paiement de services environnementaux et de compensation comme le mécanisme REDD suscite un nouvel intérêt pour l'utilisation de la terre. Certains considèrent **ce marché émergent de services écosystémiques comme la raison principale de la diminution des approbations de titres communautaires sur la forêt.**

Aujourd'hui, il existe peu de projets de paiement de services environnementaux opérationnels dans San Martín et les projets en cours se concentrent dans les aires de forêts peu peuplées qui jouissent déjà d'autres types de protections. À ce jour, aucun projet REDD n'a été établi dans un territoire autochtone, même s'il **y a eu des tentatives de persuader les villages Kechwa-Lamas de vendre des droits de carbone.** Lorsque le processus REDD dans San Martín a commencé en 2009, il était organisé en table ronde et considéré comme le plus progressiste de l'Amazonie péruvienne. Mais les groupes autochtones ont senti qu'ils y étaient mal représentés et plusieurs d'entre eux ont conjointement organisé une « table ronde autochtone. » **La principale critique du processus REDD au Pérou et dans San Martín souligne que le gouvernement péruvien, dans son désir d'appliquer ce programme, a ignoré la dispute autour des droits relatifs à la tenure des terres.** Les organisations autochtones craignent que le mécanisme REDD et d'autres programmes semblables ouvrent l'Amazonie à l'exploitation des ressources par les transnationales (vertes) et déclenchent une autre ruée extractive autour des compensations carbone, comme ce fut le cas avec le caoutchouc et le pétrole.

Paysages forestiers ou paysages commerciaux ?

Les questions de droits se trouvent au cœur des conflits sur le contrôle de la terre. D'une part, selon la perspective des Kechwa-Lamas, **de nouveaux acteurs sont apparus qui appliquent de nouvelles formes de confinement et de privatisation. L'État, représenté par le gouvernement régional, exclut les peuples autochtones en créant des réserves et des zones de conservation.** Dans le cadre des mécanismes de division territoriale — comme la création de l'ACR Cordillera-Escalera et les zones de conservation et de récupération d'écosystèmes (ZoCREs) —, on déclare un contrôle sur les personnes et les forêts. Ces mécanismes constituent également **une façon de créer de nouveaux « paysages de marché, » en matière de séquestration du carbone et de paysages forestiers « vierges » pour la consommation touristique.** Dans ce processus, on néglige aussi les cadres juridiques existants qui reconnaissent les droits coutumiers des peuples autochtones. S'il est vrai que le gouvernement ne conteste pas ouvertement leurs droits, il les mine dans les faits en refusant obstinément d'agir.

Les intérêts du capital agroindustriel et la mondialisation de l'économie régionale sont directement et indirectement favorisés à travers **la promotion de la nouvelle agriculture commerciale et des plantations d'arbres.** L'expansion particulièrement importante des activités des migrants andins profite du développement commercial des plantations promues par le gouvernement. Ainsi, **un « paysage de travail » voit le jour au moyen de nouveaux processus qui apparaissent avec les changements socioéconomiques et les nouvelles pratiques agricoles et dynamiques urbaines.** Les processus qui ne semblent pas centrés directement sur les forêts peuvent avoir des effets énormes sur la déforestation, la récupération des forêts et les moyens de subsistance des

peuples.

De leur côté, les pratiques des familles Kechwa-Lamas offrent plus d'espoir pour l'avenir de la forêt que les initiatives de conservation du gouvernement régional. **La soi-disant conservation des forêts et la discussion sur le mécanisme REDD et la séquestration du carbone ont pris tellement de place qu'elles dissimulent d'autres dynamiques essentielles en Amazonie.** Alors que l'on utilise le peuple Kechwa-Lamas comme une « marque » dans la promotion de la diversité ethnique et culturelle de la région, le modèle d'utilisation des terres et des forêts mis de l'avant n'est pas basé sur leurs pratiques, mais plutôt sur l'augmentation rapide des cultures commerciales, des monocultures et des plantations à grande échelle. **Les systèmes des Kechwa-Lamas peuvent nous aider à comprendre des aspects essentiels des systèmes plus diversifiés de production et d'utilisation des sols, en combinant la production et la préservation des aliments et des forêts.** Malheureusement, le peuple Kechwa-Lamas est considéré comme un groupe ethnique « coloré », mais pas comme une source d'inspiration et de connaissances pour l'avenir des forêts dans San Martín.

** Le présent article est basé sur une recherche réalisée en 2018 intitulée « [Forest Dynamics in the Peruvian Amazon: Understanding Processes of Change](#) » (en anglais).*

*Luis Romero Rengifo, Centro Waman Wasi Lamas, San Martín, Pérou, wamanwasi@gmail.com
Marquardt, Kristina, Pain Adam et Bartholdson Örjan, Université agricole de Suède*